

18 (1955) No. 1

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1955 No. 139

---

---

A. TITEL

*Overeenkomst tussen de Staten die partij zijn bij het Noord-Atlantisch  
Verdrag, tot samenwerking inzake atoomgegevens;  
Parijs, 22 Juni 1955*

B. TEKST**Accord entre les États Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur la coopération dans le domaine des renseignements atomiques****Préambule**

Les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord, signé à Washington le 4 avril 1949,

Reconnaissant que leur sécurité et leur défense mutuelles exigent qu'ils soient prêts à faire face aux risques de guerre atomique,

Reconnaissant également qu'il est de leur intérêt commun que des renseignements s'y rapportant soient mis à la disposition de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord,

Considérant la Loi américaine de 1954 sur l'Energie Atomique, qui a été élaborée à cette fin,

Agissant tant en leur nom qu'au nom de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord,

Sont convenus de ce qui suit:

**Article premier**

1. Aussi longtemps que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord apportera des contributions substantielles et matérielles aux efforts communs de défense, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique mettra de temps à autre à la disposition de cette Organisation, y compris de ses organismes civils et militaires et de ses commandements militaires, des renseignements atomiques que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique jugera nécessaires pour:

- (a) l'élaboration des plans de défense;
- (b) l'entraînement du personnel à l'emploi des armes atomiques et à la défense contre ces armes;
- (c) l'évaluation du potentiel d'ennemis éventuels en ce qui concerne l'emploi des armes atomiques.

2. Au sens où il est utilisé dans le présent Accord, et dans la mesure où il concerne les renseignements fournis par les Etats-Unis, le terme „renseignements atomiques” signifie les renseignements faisant l'objet d'une diffusion restreinte, tels qu'ils sont définis à la Section 11 *r* de la Loi américaine de 1954 sur l'Energie Atomique dont la communication est autorisée aux termes des dispositions de la Section 144 *b* de cette Loi, ainsi que les renseignements concernant principalement l'utilisation militaire des armes atomiques, qui ont été retirés de la catégorie des renseignements faisant l'objet d'une diffusion restreinte conformément aux dispositions de la Section 142 *d* de la Loi américaine de 1954 sur l'Energie Atomique.

**Agreement between the Parties to the North Atlantic Treaty  
for co-operation regarding atomic information**

Preamble

The Parties to the North Atlantic Treaty, signed at Washington on 4th April, 1949,

Recognising that their mutual security and defence requires that they be prepared to meet the contingencies of atomic warfare, and

Recognising that their common interests will be advanced by making available to the North Atlantic Treaty Organization information pertinent thereto, and

Taking into consideration the United States Atomic Energy Act of 1954, which was prepared with these purposes in mind,

Acting on their own behalf and on behalf of the North Atlantic Treaty Organization,

Agree as follows:

Article I

1. While the North Atlantic Treaty Organization continues to make substantial and material contributions to the common defence efforts, the United States will from time to time make available to the North Atlantic Treaty Organization, including its civil and military agencies and commands, atomic information which the Government of the United States of America deems necessary to:

- (a) the development of defence plans;
- (b) the training of personnel in the employment of and defence against atomic weapons; and
- (c) the evaluation of the capabilities of potential enemies in the employment of atomic weapons.

2. As used in this Agreement so far as concerns information provided by the United States, "atomic information" means Restricted Data, as defined in Section 11 *r* of the United States Atomic Energy Act of 1954, which is permitted to be communicated pursuant to the provisions of Section 144 *b* of that Act, and information relating primarily to the military utilisation of atomic weapons which has been removed from the Restricted Data category in accordance with the provisions of Section 142 *d* of the United States Atomic Energy Act of 1954.

3. Toute communication par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de renseignements atomiques s'effectuera conformément aux dispositions de la Loi américaine de 1954 sur l'Energie Atomique et des lois américaines ultérieures sur cette question. En vertu de cet Accord, il ne sera fait aucun transfert d'armes atomiques ni de matériel nucléaire spécial, au sens où ils sont définis aux Sections 11 *d* et 11 *t* de la Loi américaine de 1954 sur l'Energie Atomique. (Les textes des Sections de la Loi américaine de 1954 sur l'Energie Atomique visés aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus sont repris en Annexe au présent Accord).

#### Article II

1. Les renseignements atomiques communiqués à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord seront transmis par les voies utilisées actuellement pour la communication à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de renseignements militaires assortis d'une classification de sécurité.

2. Seront seuls autorisés à recevoir directement des renseignements atomiques les membres du personnel de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord qui, en raison de leurs fonctions, doivent y avoir accès. Aucune diffusion de ces renseignements ne pourra être faite à l'intérieur de l'Organisation, si ce n'est aux seules personnes obligées de les connaître en raison des responsabilités qui leur incombent au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Ces renseignements ne seront communiqués par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ni à des personnes non autorisées, ni hors du domaine où s'exerce son autorité. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pourra stipuler dans quelle mesure l'une des catégories de renseignements qu'ils auront fournis pourra être communiquée et spécifier la catégorie de personnes qui pourront avoir accès à ces renseignements et imposer telles autres restrictions qu'ils jugeront nécessaires en ce qui concerne la diffusion de ces renseignements.

#### Article III

1. Les renseignements atomiques bénéficieront de toute la protection de sécurité prévue par les règlements et procédures de sécurité de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les lois et règlements nationaux applicables à ces renseignements. En aucun cas, les détenteurs de ces renseignements ne leur appliqueront des normes de sécurité inférieures à celles qui sont stipulées dans les règlements de sécurité appropriés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ayant effet à la date où le présent Accord entrera en vigueur.

#### Article IV

1. Les renseignements atomiques communiqués par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique conformément à l'Article Premier

3. All transfers by the Government of the United States of America of atomic information will be made in compliance with the provisions of the United States Atomic Energy Act of 1954, and subsequent applicable United States legislation. Under this Agreement there will be no transfers of atomic weapons or special nuclear material, as these terms are defined in Section 11 *d* and Section 11 *t* of the United States Atomic Energy Act of 1954. (The Sections of the United States Atomic Energy Act of 1954 referred to in paragraphs 2 and 3 of this Article are attached).

## Article II

1. Atomic information which is transferred to the North Atlantic Treaty Organization will be made available through the channels now existing for providing classified military information to the North Atlantic Treaty Organization.

2. Only those persons within the North Atlantic Treaty Organization whose duties require access to atomic information may be the original recipients of such information. Atomic information will be authorized for dissemination within the North Atlantic Treaty Organization only to persons whose North Atlantic Treaty Organization responsibilities require them to have access to such information. Information will not be transferred by the North Atlantic Treaty Organization to unauthorized persons or beyond the jurisdiction of that Organization. The Government of the United States of America may stipulate the degree to which any of the categories of information made available by it may be disseminated, may specify the categories of persons who may have access to such information, and may impose such other restrictions on the dissemination of information as it deems necessary.

## Article III

1. Atomic information will be accorded full security protection under applicable North Atlantic Treaty Organization regulations and procedures, and, where applicable, national legislation and regulations. In no case will recipients maintain security standards for the safeguarding of atomic information lower than those set forth in the pertinent North Atlantic Treaty Organization security regulations in effect on the date this Agreement comes into force.

## Article IV

1. Atomic information which is transferred by the Government of the United States of America pursuant to Article I of this

du présent Accord seront utilisés exclusivement pour la préparation et l'exécution des plans de défense de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

2. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord communiquera de temps à autre des rapports au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'usage qui aura été fait de ces renseignements. Ces rapports fourniront les précisions demandées par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et contiendront en particulier une liste des personnes en possession de certaines catégories de renseignements conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article II, et une liste des documents communiqués.

#### Article V

1. Les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord autres que les Etats-Unis mettront à la disposition de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, dans la mesure où elles le jugeront nécessaire, les renseignements qui entreront dans les mêmes catégories que ceux communiqués par les Etats-Unis aux termes de l'Article I du présent Accord. La communication de ces renseignements s'effectuera dans des conditions indéniables ou équivalentes à celles prévues par le présent Accord pour les renseignements communiqués par les Etats-Unis.

#### Article VI

1. Le présent Accord entrera en vigueur dès que tous les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord auront notifié au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qu'ils sont liés par les termes du présent Accord.

2. Si un Etat accède au Traité de l'Atlantique Nord, aucun renseignement transmis à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en vertu du présent Accord ne sera communiqué à un ressortissant quelconque du nouveau membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou à toute personne employée par ce nouveau membre, avant que le gouvernement de celui-ci n'ait notifié au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qu'il se trouve lié par les termes du présent Accord; dès cette notification, le présent Accord entrera en vigueur en ce qui concerne le nouveau membre.

3. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique informera tous les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord de l'entrée en vigueur du présent Accord prévue au paragraphe 1 du présent Article, et de chaque notification reçue, conformément au paragraphe 2 du présent Article.

4. Le présent Accord restera en vigueur aussi longtemps que le Traité de l'Atlantique Nord lui-même.

Agreement shall be used exclusively for the preparation of and in implementation of North Atlantic Treaty Organization defence plans.

2. The North Atlantic Treaty Organization will from time to time render reports to the Government of the United States of America of the use which has been made of the information. These reports will contain pertinent information requested by the Government of the United States of America and will in particular contain a list of the persons possessing certain categories of information, in accordance with the provisions of paragraph 2 of Article II, and a list of the documents which have been transferred.

#### Article V

1. The Parties to the North Atlantic Treaty, other than the United States, will to the extent that they deem necessary, make available to the North Atlantic Treaty Organization information in the same categories as may be made available by the United States under Article I of this Agreement. Any such information will be supplied on the same or similar conditions as those which apply under this Agreement with respect to the United States.

#### Article VI

1. The Agreement shall enter into force upon notification to the United States by all Parties to the North Atlantic Treaty that they are bound by the terms of the Agreement.

2. If any other State becomes a Party to the North Atlantic Treaty no information made available to the North Atlantic Treaty Organization under this Agreement will be provided to any person who is a national of, or who is employed by, the new Party to the North Atlantic Treaty until the new Party has notified the Government of the United States of America that it is bound by the terms of this Agreement, and upon such notification, this Agreement will enter into force for the new Party.

3. The Government of the United States of America will inform all Parties to the North Atlantic Treaty of the entry into force of this Agreement under paragraph 1 of this Article and of each notification received under paragraph 2 of this Article.

4. This Agreement shall be valid as long as the North Atlantic Treaty is in force.

En foi de quoi, les Représentants soussignés des Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ont signé le présent Accord tant au nom de leurs Etats respectifs qu'au nom de l'Organisation.

Fait à Paris le 22 juin 1955, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un simple exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en transmettra des copies certifiées conformes à tous les gouvernements signataires et adhérents.

Pour le Royaume de Belgique:  
For the Kingdom of Belgium:

(s.) ANDRÉ DE STAERCKE

Pour le Canada:  
For Canada:

(s.) L. D. WILGRESS

Pour le Royaume de Danemark:  
For the Kingdom of Denmark:

(s.) ANTHON VESTBIRK

Pour la France:  
For France:

(s.) ALEXANDRE PARODI

Pour la République Fédérale d'Allemagne:  
For the Federal Republic of Germany:

(s.) HERBERT BLANKENHORN

Pour le Royaume de Grèce:  
For the Kingdom of Greece:

(s.) D. NICOLAREYZIS

Pour l'Islande:  
For Iceland:

(s.) HÖRDUR HELGASON

Pour l'Italie:  
For Italy:

(s.) ADOLFO ALESSANDRINI



In witness whereof the undersigned Representatives have signed the present Agreement on behalf of their respective States, members of the North Atlantic Treaty Organization, and on behalf of the North Atlantic Treaty Organization.

Done at Paris this 22nd day of June 1955, in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America. The Government of the United States of America shall transmit certified copies thereof to all the signatory and acceding States.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:  
For the Grand-Duchy of Luxembourg:

(s.) N. HOMMEL

Pour le Royaume des Pays-Bas:  
For the Kingdom of the Netherlands:

(s.) A. W. L. TJARDA VAN STARKENBORGH

Pour le Royaume de Norvège:  
For the Kingdom of Norway:

(s.) ARNE GUNNENG

Pour le Portugal:  
For Portugal:

(s.) TOVAR

Pour la Turquie:  
For Turkey:

(s.) M. A. TINEY

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:  
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(s.) CHRISTOPHER STEEL

Pour les Etats-Unis d'Amérique:  
For the United States of America:

(s.) GEO. W. PERKINS

**Sections of the United States Atomic Energy Act of 1954 referred to in the Agreement for co-operation regarding atomic information**

Section 11

*Definitions*

“Atomic weapon”

Section 11 *d*:

“*d*. The term ‘atomic weapon’ means any device utilising atomic energy exclusive of the means for transporting or propelling the device (where such means is a separable and divisible part of the device), the principal purpose of which is for use as or for development of, a weapon, a weapon prototype, or a weapon test device”.

“Restricted Data”

Section 11 *r*:

“*r*. The term ‘Restricted Data’ means all data concerning: (1) design, manufacture, or utilisation of atomic weapons; (2) the production of special nuclear material; or (3) the use of special nuclear material in the production of energy, but shall not include data declassified or removed from the Restricted Data category pursuant to Section 142”.

“Special nuclear material”

Section 11 *t*:

“*t*. The term ‘special nuclear material’ means (1) plutonium, uranium enriched in the isotope 233 or in the isotope 235, and any other material which the Commission, pursuant to the provisions of section 51, determines to be special nuclear material, but does not include source material; or (2) any material artificially enriched by any of the foregoing, but does not include source material”.

Section 142

*Classification and declassification of restricted data*

Section 142 *d*:

“*d*. The Commission shall remove from the Restricted Data category such data as the Commission and the Department of Defense jointly determine relates primarily to the military utilisation of atomic weapons and which the Commission and Department of Defense jointly determine can be adequately safeguarded as defence information: provided, however, that no such data so removed from the Restricted Data category shall be transmitted or otherwise made available to any nation or regional defence organization, while such data remains defence information, except pursuant to an agreement for co-operation entered into in accordance with sub-section 144 *b*”.

## Section 144

*International co-operation*

## Section 144 b:

"b. The President (of the United States of America) may authorise the Department of Defense, with the assistance of the (Atomic Energy) Commission to co-operate with another nation or with a regional defence organization to which the United States is a party, and to communicate to that nation or organization such Restricted Data as is necessary to:

- "(1) the development of defence plans;
- "(2) the training of personnel in the employment of and defence against atomic weapons; and
- "(3) the evaluation of the capabilities of potential enemies in the employment of atomic weapons,

while such other nation or organization is participating with the United States pursuant to an international arrangement by substantial and material contributions to the mutual defence and security:

Provided, however, that no such co-operation shall involve communication of Restricted Data relating to the design or fabrication of atomic weapons except with regard to external characteristics, including size, weight, and shape, yields and effects, and systems employed in the delivery or use thereof but not including any data in these categories unless in the joint judgment of the (Atomic Energy) Commission and the Department of Defense such data will not reveal important information concerning the design or fabrication of the nuclear components of an atomic weapon: And provided further, That the co-operation is undertaken pursuant to an agreement entered into in accordance with section 123".

C. VERTALING**Overeenkomst tussen de Partijen bij het Noord-Atlantisch Verdrag tot samenwerking inzake atoomgegevens**

## Preambule

De Partijen bij het op 4 April 1949 te Washington ondertekende Noord-Atlantisch Verdrag,

Erkende, dat haar wederzijdse veiligheid en verdediging het noodzakelijk maken, dat zij paraat zijn, het hoofd te bieden aan omstandigheden welke kunnen voortvloeien uit een atoom-oorlog, en

Erkende, dat haar gemeenschappelijke belangen ermede gediend zijn wanneer daarop betrekking hebbende gegevens ter beschikking van de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie worden gesteld, en

Rekening houdend met de Amerikaanse Wet op de Atoomenergie van 1954, welke werd opgesteld met dat doel voor ogen,

Optredende namens haarzelf en namens de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie,

Komen als volgt overeen:

## Artikel I

1. Terwijl de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie belangrijke en materiële bijdragen zal blijven leveren aan de gemeenschappelijke verdedigingsinspanningen, zullen de Verenigde Staten van Amerika aan de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie, met inbegrip van haar burgerlijke en militaire organen en commando's, atoomgegevens ter beschikking stellen, welke de Regering van de Verenigde Staten van Amerika nodig acht voor:

- a) de ontwikkeling van verdedigingsplannen;
- b) de oefening van personeel in de aanwending van en de verdediging tegen atoomwapens; en
- c) de berekening van het aantal en de kracht der door potentiële vijanden aan te wenden atoomwapens.

2. In deze Overeenkomst betekent de term „atoomgegevens”, voorzover het door de Verenigde Staten verstrekte gegevens betreft, geheime gegevens als omschreven in paragraaf 11 *r* van de Amerikaanse Wet op de Atoomenergie van 1954, welke mogen worden medege-deeld overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 144 *b* van die Wet, alsmede gegevens welke in de eerste plaats betrekking hebben op het militaire gebruik van atoomwapens en welke, overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 142 *d* van de Amerikaanse Wet op de Atoomenergie van 1954, niet meer behoren tot de categorie „geheime gegevens”.

3. Alle verstrekkingen van atoomgegevens door de Regering der Verenigde Staten van Amerika zullen geschieden volgens de bepalingen van de Amerikaanse Wet op de Atoomenergie van 1954 en van toekomstige Amerikaanse wettelijke voorschriften ter zake. Er zullen krachtens deze Overeenkomst geen atoomwapens of splijtbaar materiaal, als omschreven in paragraaf 11 *d* en paragraaf 11 *t* van de Amerikaanse Wet op de Atoomenergie van 1954 worden overgedragen. (De paragrafen van de Amerikaanse Wet op de Atoomenergie van 1954, waarnaar in de leden 2 en 3 van dit artikel wordt verwezen, zijn aangehecht.)

#### Artikel II

1. Atoomgegevens welke worden overgedragen aan de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie, zullen op dezelfde wijze beschikbaar worden gesteld als waarop thans gerubriceerde militaire gegevens aan de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie worden verstrekt.

2. Slechts die personen bij de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie, wier functie vereist dat zij toegang hebben tot atoomgegevens, mogen deze gegevens in de eerste hand ontvangen. Binnen de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie mogen atoomgegevens slechts worden doorgegeven aan die personen wier taak bij de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie vereist dat zij toegang hebben tot deze gegevens. De Noord-Atlantische Verdrags Organisatie zal geen gegevens overdragen aan niet bevoegde personen of aan personen buiten de rechtsbevoegdheid van die Organisatie. De Regering van de Verenigde Staten van Amerika kan de categorieën van door haar beschikbaar gestelde gegevens welke mogen worden doorgegeven, vaststellen, alsook de mate waarin dit mag geschieden; zij kan de categorieën van personen die toegang tot zulke gegevens hebben, aangeven en zij kan de verspreiding van gegevens onderwerpen aan andere door haar noodzakelijk geachte beperkingen.

#### Artikel III

1. Ten aanzien van de veiligheid zal aan atoomgegevens volledige bescherming worden verleend overeenkomstig regelingen en procedures van de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie ter zake en nationale wettelijke voorschriften en regelingen, waar deze ter zake zijn. In geen geval zullen zij die atoomgegevens in ontvangst nemen, lagere normen aanleggen voor de beveiliging van die gegevens dan die welke zijn vermeld in de desbetreffende veiligheidsregelingen van de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie, welke gelden op de dag van inwerkingtreding van deze Overeenkomst.

#### Artikel IV

1. Atoomgegevens welke door de Regering der Verenigde Staten van Amerika ingevolge artikel I van deze Overeenkomst worden

overgedragen, worden uitsluitend gebruikt ter voorbereiding en uitvoering van verdedigingsplannen der Noord-Atlantische Verdrags Organisatie.

2. De Noord-Atlantische Verdrags Organisatie zal van tijd tot tijd aan de Regering der Verenigde Staten van Amerika verslag uitbrengen van het gebruik dat van de gegevens is gemaakt. Deze rapporten bevatten de door de Regering der Verenigde Staten van Amerika verzochte ter zake dienende inlichtingen en zullen inzonderheid een lijst bevatten van de personen die in het bezit zijn van bepaalde categorieën van gegevens, overeenkomstig de bepalingen van lid 2 van artikel II, en een lijst van de overgedragen documenten.

#### Artikel V

1. Behalve de Verenigde Staten zullen ook de andere Partijen bij het Noord-Atlantisch Verdrag, voorzover zij zulks noodzakelijk achten, gegevens ter beschikking stellen aan de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie volgens dezelfde categorieën als zij door de Verenigde Staten van Amerika ingevolge artikel I van deze Overeenkomst beschikbaar zullen worden gesteld.

Al zulke gegevens zullen worden verstrekt op dezelfde of soortgelijke voorwaarden als die welke krachtens deze Overeenkomst ten aanzien van de Verenigde Staten van Amerika gelden.

#### Artikel VI

1. De Overeenkomst treedt in werking wanneer alle Partijen bij het Noord-Atlantisch Verdrag aan de Verenigde Staten van Amerika ter kennis hebben gebracht, dat zij door de bepalingen van de Overeenkomst gebonden zijn.

2. Indien enige andere Staat partij wordt bij het Noord-Atlantisch Verdrag, zullen aan geen enkele persoon die onderdaan is of in dienst is van de nieuwe partij bij de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie, gegevens worden verstrekt, welke krachtens deze Overeenkomst aan de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie ter beschikking zijn gesteld, alvorens de nieuwe partij aan de Regering van de Verenigde Staten van Amerika ter kennis heeft gebracht, dat zij door de bepalingen van deze Overeenkomst gebonden is; wanneer zulk een kennisgeving is gedaan, zal deze Overeenkomst ten aanzien van de nieuwe partij in werking treden.

3. De Regering der Verenigde Staten van Amerika zal alle Partijen bij de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie van het inwerkingtreden van deze Overeenkomst krachtens lid 1 van dit artikel en van elke krachtens lid 2 van dit artikel ontvangen mededeling op de hoogte stellen.

4. Deze Overeenkomst blijft van kracht zolang het Noord-Atlantische Verdrag van kracht is.

Ten blijke waarvan de ondergetekende Vertegenwoordigers deze Overeenkomst in naam van hun onderscheidene Regeringen, leden van de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie, en in naam van de Noord-Atlantische Verdrags Organisatie hebben ondertekend.

Gedaan te Parijs de 22ste Juni 1955, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk gezaghebbend, in een enkel exemplaar, dat in het archief van de Regering der Verenigde Staten van Amerika wordt nedergelegd. De Regering van de Verenigde Staten van Amerika doet hiervan aan alle ondertekenende en toetredende Staten gewaarmerkte afschriften toekomen.

Voor het Koninkrijk België:

(w.g.) ANDRÉ DE STAERCCKE

Voor Canada:

(w.g.) L. D. WILGRESS

Voor het Koninkrijk Denemarken:

(w.g.) ANTHON VESTBIRK

Voor Frankrijk:

(w.g.) ALEXANDRE PARODI

Voor de Bondsrepubliek Duitsland:

(w.g.) HERBERT BLANKENHORN

Voor het Koninkrijk Griekenland:

(w.g.) D. NICOLAREÏZIS

Voor IJsland:

(w.g.) HÖRDUR HELGASON

Voor Italië:

(w.g.) ADOLFO ALESSANDRINI

Voor het Groothertogdom Luxemburg:

(w.g.) N. HOMMEL

Voor het Koninkrijk der Nederlanden:

(w.g.) A. W. L. TJARDA VAN STARKENBORGH

Voor het Koninkrijk Noorwegen:

(w.g.) ARNE GUNNENG

Voor Portugal:

(w.g.) TOVAR

Voor Turkije:

(w.g.) M. A. TINEY

Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland:

(w.g.) CHRISTOPHER STEEL

Voor de Verenigde Staten van Amerika:

(w.g.) GEO. W. PERKINS

---



**Paragrafen uit de Amerikaanse Wet op de Atoomenergie van 1954,  
bedoeld in het Verdrag tot samenwerking inzake atoomgegevens**

Paragraaf 11

*Definities*

„Atoomwapen”

Paragraaf 11 *d*:

„*d*. Onder „atoomwapen” wordt verstaan elk apparaat waarbij gebruik wordt gemaakt van atoomenergie, uitgezonderd de inrichting om het apparaat te vervoeren of voort te drijven (wanneer zulk een inrichting een af te scheiden en los te maken deel vormt van het apparaat), en dat voornamelijk wordt gebruikt of ontwikkeld als wapen, als prototype voor een wapen of als apparaat om een wapen te toetsen”.

„Geheime gegevens”

Paragraaf 11 *r*:

„*r*. Onder „geheime gegevens” worden verstaan alle gegevens betreffende: (1) het ontwerpen, de fabricage of het gebruik van atoomwapens; (2) de productie van speciaal splijtbaar materiaal; of (3) het gebruik van speciaal splijtbaar materiaal bij de voortbrenging van energie; doch zij omvat geen gegevens welke krachtens paragraaf 142 gederubriceerd zijn of niet meer behoren tot de categorie „geheime gegevens”.

„Speciaal splijtbaar materiaal”

Paragraaf 11 *t*:

„*t*. Onder „speciaal splijtbaar materiaal” wordt verstaan (1) plutonium, uranium verrijkt aan het isotoop 233 of aan het isotoop 235, en elk ander materiaal waarvan de Commissie krachtens de bepalingen van paragraaf 51 vaststelt, dat het speciaal splijtbaar materiaal is, met uitzondering van bron-materiaal; of (2) enig aan een van de bovenstaande isotopen kunstmatig verrijkt materiaal, met uitzondering van bron-materiaal”.

Paragraaf 142

*Rubricering en derubricering van geheime gegevens*

Paragraaf 142 *d*:

„*d*. De Commissie bepaalt, dat de categorie „geheime gegevens” niet langer die gegevens omvat, waarvan de Commissie en het Departement van Defensie gezamenlijk vaststellen, dat deze in de eerste plaats betrekking hebben op het militaire gebruik van atoomwapens, en waarvan de Commissie en het Departement van Defensie gezamen-

lijk vaststellen, dat zij voldoende kunnen worden beveiligd als defensie-gegevens; mits echter de op deze wijze niet langer tot de categorie „geheime gegevens” behorende gegevens niet worden doorgegeven of op andere wijze ter beschikking worden gesteld aan enige staat of regionale verdedigingsorganisatie, terwijl zulke gegevens defensie-gegevens blijven, tenzij krachtens een overeenkomstig subparagraaf 144 *b* aangegane overeenkomst tot samenwerking”.

#### Paragraaf 144

##### *Internationale samenwerking*

##### Paragraaf 144 *b*:

„*b*. De President (der Verenigde Staten van Amerika) kan het Departement van Defensie machtigen om, met steun van de Commissie (voor Atoomenergie), met een andere staat of met een regionale verdedigingsorganisatie waarbij de Verenigde Staten van Amerika partij zijn, samen te werken, en die staat of die organisatie mededeling te doen van die geheime gegevens, welke noodzakelijk zijn voor:

- „(1) de ontwikkeling van verdedigingsplannen;
- „(2) de oefening van personeel in de aanwending van en de verdediging tegen atoomwapens; en
- „(3) de berekening van het aantal en de kracht der door potentiële vijanden aan te wenden atoomwapens,

terwijl die andere staat of organisatie met de Verenigde Staten van Amerika krachtens een internationale regeling samenwerkt door middel van aanzienlijke en materiële bijdragen aan de wederzijdse verdediging en beveiliging: mits echter deze samenwerking geen mededeling met zich medebrengt van geheime gegevens, welke betrekking hebben op het ontwerpen of het vervaardigen van atoomwapens behalve waar het betreft uiterlijke eigenschappen met inbegrip van grootte, gewicht en vorm, opbrengst aan radio-actief materiaal en uitwerking, alsmede de methoden welke worden gebruikt voor de levering of het gebruik ervan, doch niet enigerlei nadere gegevens in deze categorieën, tenzij de Commissie (voor Atoomenergie) en het Departement van Defensie beiden van oordeel zijn, dat zulke gegevens geen belangrijke inlichtingen bevatten betreffende het ontwerpen of de vervaardiging van de splijtbaar materiaal bevattende componenten van een atoomwapon: en mits de samenwerking wordt ondernomen krachtens een overeenkomstig paragraaf 123 aangegane overeenkomst”.

#### D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal, ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet, alvorens in werking te kunnen treden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen der Overeenkomst zullen, ingevolge artikel VI, eerste lid, in werking treden wanneer alle Partijen bij het Noord-Atlantisch Verdrag aan de Regering der Verenigde Staten van Amerika ter kennis hebben gebracht, dat zij door de bepalingen gebonden zijn.

J. GEGEVENS

Van het op 4 April 1949 te Washington gesloten Noord-Atlantisch Verdrag, waarnaar in de preambule en verder in de Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Stb.* J 355; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1955, 106.

Uitgegeven de vijfde September 1955.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

J. W. BEYEN.